

# INCARNER LE PARTI DU TRAVAIL ET DE LA PAIX

**Arthur Patou**

**Section du Pays d'Aix**

**Fédération des Bouches-du-Rhône**

Nous revendiquons depuis peu le "Parti-Pris du Travail". À partir de la Fête de l'Humanité, nous avons pris le "**Parti-Pris du Travail et de la Paix**". C'est une bonne évolution. Sans connaître l'opposition "Travail / Capital" que nous mobilisons, certains y voyaient plus une référence à la "valeur travail" de la bourgeoisie. Maintenant que la Paix a été adjointe au visuel, ce mot d'ordre de parti-pris du travail et de la paix résume en fait assez bien nos tâches actuelles en tant que communistes. Plus qu'un parti-pris, prenons le temps d'appréhender toute la portée de notre volonté d'**incarner le Parti du Travail et de la Paix**. Le Parti a les bonnes intuitions, portons la logique jusqu'au bout pour penser notre **projet révolutionnaire** dans le cadre du 40ème Congrès.

## I. INCARNER LE TRAVAIL

### 1. *Qu'est-ce que le Travail*

Lorsque l'on parle ici de Travail en tant que **communistes**, on y fait référence pour l'opposer au "Capital". Le "Travail" c'est la "**Classe Travailleuse**", la grande majorité de la population qui ne survit que grâce à son propre travail et/ou grâce aux aides sociales. Aides qui sont donc l'expression de la solidarité concrète entre membres de cette classe si elle ne peut pas travailler ou si le travail ne suffit pas. Ce sont les gens qui ne vivent pas de l'exploitation du travail d'autrui ou d'une rente. Défendre le Travail, c'est dire que les personnes qui ont le plus d'importance, les réels "premiers de cordées", ce ne sont pas les gens qui dirigent nos institutions mais bien **celles et ceux qui font tourner toute la société**. Celles et ceux qui font tourner concrètement la société **méritent de la diriger**.

En s'intéressant au Travail, on peut aussi attaquer frontalement le discours méritocrate et libéral qui considère le travail comme une valeur liée au **fantasme des patrons prenant des risques** et qui seraient les véritables champions de la création de richesses. On dénonce tout le détricotage par la droite des conquies sociaux et donc on s'attaque aussi au discours sur les "parasites" que la droite entretient en désignant par ce terme non pas les **bourgeois et patrons, parasites objectifs**, mais les personnes qui reçoivent des aides sociales, notamment immigrées.



## **2. La pluralité de la classe travailleuse**

C'est une classe qui est très diverse et qui est parcourue par un grand nombre de systèmes de domination différents notamment **le patriarcat et le racisme**. C'est donc une classe stratifiée, **ces strates doivent être analysées** et il faut assurer **l'alliance** entre toutes les différentes couches de la classe travailleuse en garantissant la convergence et la mise en cohérence des différents intérêts qui s'y manifestent. Dans la classe travailleuse on a des ouvrier-e-s, des employé-e-s, des précaires, des personnes plus aisées, des femmes, des hommes, des personnes racisées, des personnes LGBTQIA+, des personnes handicapées et toutes ces classifications s'entremêlent. La défense du Travail et donc de la classe travailleuse ne peut donc qu'être la **défense des intérêts de l'intégralité de la classe travailleuse**.

Cette idée est d'autant plus fondamentale qu'il ne peut y avoir d'unité de la classe travailleuse sans cette défense de tous les intérêts, et qu'il ne peut y avoir réciproquement **aucune** destruction du racisme ou du patriarcat sans **l'unité de la classe travailleuse**. Le travail ne renvoie donc pas à une vision archaïque de l'homme ouvrier bien masculin en sueur à l'usine mais à la reconnaissance de l'intégralité de la classe travailleuse dans toutes ses formes et toutes ses nuances, même les plus antagonistes, et la proposition d'une **synthèse autour des intérêts de toutes et tous**. Incarner le Parti du Travail implique donc nécessairement d'être un **parti antiraciste, anti-LGBTphobies, féministe, antivalidiste** etc.

Dire cela implique des **mesures** très **concrètes** au niveau de l'organisation du parti. Elle implique un travail de fond sur la **féminisation** du parti et de **formation** des camarades sur les questions de **LGBTphobies**, de **féminisme**, d'**antiracisme**, d'**antivalidisme** etc. La commission handicap produit déjà à ce titre une réflexion exemplaire. Au-delà de la formation, il y a aussi un travail important à continuer, reconnaissons d'ores et déjà la progression du parti, sur la **prévention** et les **sanctions** en cas de **Violences Sexistes et Sexuelles (VSS)**. Mais c'est loin d'être suffisant. Les camarades doivent être formé-e-s très fortement sur les VSS et les comportements discriminatoires. Ensuite, c'est toute l'organisation du parti qui doit être une manière de contrer les **discriminations raciales, sexistes, validistes** ou de toute nature et permettre l'organisation de l'intégralité de notre classe.

## **3. Lutter au nom du Travail**

Dans la pratique militante, incarner le Travail c'est mettre l'accent sur le fait que ce n'est pas l'occupation des ronds-points qui est le summum de l'efficacité politique ou même les grands cortèges de manifestations (bien que importants aussi) mais la **réimplantation et la repolitisation des lieux de travail**. En repolitisant le lieu de travail, on se permet de toucher à nouveau la grande majorité de la population qui a été **atomisée** par une structure du travail **individualisée**, par l'éviction des grandes luttes et en général par le libéralisme qui a fait des ravages.



En faisant ça on se permet aussi de revendiquer plus fortement des améliorations de condition de vie dans les entreprises mais aussi de **coordonner les différentes revendications** entre lieux d'emplois pour une plus grande efficacité entre entreprises ! Surtout si les entreprises sont cohérentes entre elles. On permet aussi de **politiser plus fortement les gens** car une des caractéristiques fondamentales de notre époque est la **dépolitisation totale**. Les gens sont tenus très loin de la politique par le système représentatif bourgeois qui **cloisonne la politique** dans les assemblées. Se concentrer sur "Le Travail" est donc aussi un moyen de porter le respect des intérêts pluriels de la classe travailleuse évoqués juste avant. Notamment, si les **salarié-e-s** sont **organisé-e-s**, on peut par exemple aborder sans louvoiements de la direction la question du **racisme** ou de la **transphobie** au travail en même temps que les questions de **conditions** de travail et de **salaires**.

Pour mettre en pratique ces objectifs, les militant-e-s communistes doivent marcher sur deux jambes : la **syndicalisation** et les **cellules** d'entreprises (ou inter-entreprises). Que chaque militant-e intervienne autant que faire se peut sur son lieu de travail pour défendre la conscience de classe (**adhésion à un syndicat**) et la nécessité révolutionnaire (**adhésion au Parti communiste**). Notre pratique doit se concentrer sur le tractage devant les lieux de travail, sur l'édition de **journaux de salarié-e-s**, sur l'organisation des salarié-e-s hors de leurs horaires de travail pour pousser des luttes politiques.

#### **4. La Classe face au fascisme**

On sait grâce aux travaux des sociologues et aux retours de nos militant-e-s que la question du travail joue un rôle très fort dans la **bascule** d'une grande partie du prolétariat dans le vote RN. Dans un mélange de défaitisme face au libéralisme et de **racisme instrumentalisé**, les électeurs-trices du RN dénoncent les "cassos", les "parasites", et mettent en avant la figure de la personne qui se dédie très fortement à son entreprise, à son patron et à son travail. C'est une vision du monde largement issue des ravages de la **désindustrialisation** et du **libéralisme**, de l'atomisation du monde du travail, et sur laquelle RN surfe pour faire adhérer le prolétariat à la **défense du patronat**.

En investissant le champ du travail mais en l'inversant, en désignant les "cassos" et "parasites" réels de la société que sont **les patrons et la bourgeoisie** en général, en soulignant systématiquement les **intérêts** de classe **objectifs** qui existent entre ces couches de la classe travailleuse soutenant le RN et celles qu'elles perçoivent comme "étrangères" (qu'elles le soient effectivement ou non), on pourra alors lutter réellement contre le Rassemblement National. Sans s'attaquer à leur **vision du monde fondamentale** et sans traiter des **intérêts de classe**, il n'y a pas de voie ni pour la chute du RN ni pour le **renforcement du Parti Communiste**.



Car c'est là un point fondamental à prendre en compte. Une des différences majeures qui sépare les **néo-fascistes** actuels (RN, Fratelli d'Italia etc.) des fascistes historiques est leur **fort ancrage populaire**. Les dérives sociales-démocrates et liquidatrices qui ont touché tous les **partis communistes européens** dont le nôtre ont saccagé l'ancrage des communistes dans la classe travailleuse. Aujourd'hui, c'est une part **majoritaire** des ouvriers qui votent pour l'extrême-droite et non plus pour les communistes. Plus grave que de ne pas voter, la part d'employé-e-s, ouvrier-e-s et chômeur-euses que le parti **organise** est **minimale** aujourd'hui. Le RN, lui, est partout. Dans la **vie courante**, dans les associations sportives, dans les entreprises autant que dans tous les grands médias. À force de se concentrer sur les élu-e-s et leur sauvegarde par des accords **toujours plus larges**, le rôle clé des communistes dans l'organisation concrète de la vie quotidienne des masses et dans l'encadrement de leurs luttes contre la bourgeoisie a été **en partie oublié**. Alors même que c'est de ce rôle que provenaient les succès électoraux du parti. En témoigne la **perte progressive d'influence** dans les anciens grands **bastions communistes** au profit de la social-démocratie "radicale" de la France Insoumise.

## II. INCARNER LA PAIX

### 1. Qu'est-ce que la Paix ?

Traditionnellement on parle de la "Paix" pour désigner l'absence de guerre notamment entre deux pays mais pas que. C'est un début mais **pas suffisant**. On ne peut pas parler de paix non plus quand on a une **guerre larvée** mais pas ouvertement déclarée. Même avant le 7 octobre, il n'y avait **pas de paix** entre le **peuple palestinien** et l'**État d'Israël**, malgré l'absence de guerre ouverte. L'apartheid, le nettoyage ethnique et la colonisation ont précédé au **génocide** depuis 1948.

On ne peut pas non plus dire que la paix régnait entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan avant l'**invasion de l'Artsakh** et le nettoyage ethnique mené dans la région par l'Azerbaïdjan. La région était dans un statu quo depuis plus de 20 ans et la poudrière allait nécessairement éclater. Les questions de nettoyages ethniques, de menaces de génocides, de gouvernement corrompus cherchant à renforcer leur contrôle interne ou autres allaient **nécessairement mener à la guerre**. Il n'était donc effectivement pas possible de parler de paix, sans quoi cela aurait été hypocrite ou naïf. La Paix signifie donc l'absence de guerre mais aussi l'**absence de situation** menant à la guerre, que ce soient des situations **coloniales**, d'**impérialisme**, d'**apartheid**, etc. Si on a que le premier, on ne fait que décaler la guerre à une date future.



On ne peut pas non plus faire équivaloir toutes les violences entre elles. Si les communistes cherchent la paix avant tout, **condamner moralement** la violence plutôt que chercher à l'abolir est **idéaliste** et non **pas matérialiste**. La violence est différente par nature lorsqu'elle est issue d'une domination ou lorsqu'elle est issue d'une résistance à cette domination, même s'il s'agit de violence. Si l'on cherche la Paix, l'on sait que la violence ne disparaîtra pas de la même manière dans un cas de **violences policières** ou dans un cas de **révoltes** de quartiers populaires. De la même manière, pour revenir sur la question de la guerre, aussi effroyable fut-elle, la violence déployée pendant le 7 octobre n'est pas de la même nature que la violence déployée depuis 1948 par Israël (et avant le Yishouv). D'un côté des **éruptions de violence** plus ou moins organisées à cause d'une situation de domination terrible, de l'autre une violence utilisée pour **imposer un contrôle**, des politiques de **colonisation** puis de **génocide**. Deux cas de violences tragiques, mais l'une en conséquence de l'autre et dont la solution est la **libération** et l'**égalité**.

## **2. L'analyse matérialiste des guerres**

La guerre n'est pas le fruit simplement d'hommes tous puissants et orgueilleux qui par fierté personnelle décident de lancer des conflits militaires de grande ampleur. Systématiquement, les **guerres** renvoient à la question de la **lutte des classes**. Les guerres ont lieu lorsque la **classe dirigeante** d'un pays **cherche** soit à se maintenir en **exploitant** ou **neutralisant** un groupe au sein du territoire qu'elle dirige (guerres civiles/révolutionnaires/anti-coloniales), soit à **étendre le marché** qu'elle contrôle au sein d'un autre pays (invasion, coups d'états et régimes fantoches etc).

La **guerre en Ukraine** n'est pas juste une décision de Poutine, mais le résultat d'un **redéploiement** de la **bourgeoisie nationale russe** dans l'espace de l'ancienne URSS et de la confrontation de cette bourgeoisie aux intérêts des **bourgeoisies américaines** et **européennes** qui ont elles aussi des intérêts dans le marché ukrainien. Ce n'est pas pour rien que les aides militaires accordées à l'Ukraine votées en France ont été **conditionnées** à "l'amélioration du climat des **affaires**" et que la guerre a servi de **prétexte** en Ukraine à l'interdiction de mouvements politiques et syndicaux.

De la même manière, la **Première Guerre mondiale** était une guerre de **concurrence** et de repartage du monde entre plusieurs grands blocs impérialistes et donc plusieurs **bourgeoisies différentes** qui voulaient chacune étendre le marché auquel elles avaient accès. Sans l'**assentiment** d'au moins une partie significative de la **bourgeoisie nationale**, il n'y a **pas de guerre**. C'est un point fondamental. Cela implique que la question de la guerre, comme de l'impérialisme ou du colonialisme, est **intrinsèquement** liée à la question de la **lutte des classes** et donc à la lutte contre la bourgeoisie.



### **3. Le fléau de l'économie de guerre**

Pour approfondir cette idée et en même temps compléter ce qu'est aussi la guerre, rappelons que la guerre implique aussi une **transformation profonde de l'économie** de la société qui mène cette guerre. Celle-ci passe en effet en "économie de guerre", soit une économie largement tournée vers le **domaine militaire** et où une partie très significative des **dépenses** de l'État sont **dirigées vers l'armement**, les infrastructures militaires, l'armée en général etc. Aujourd'hui, ce sont de très nombreuses figures politiques françaises qui défendent le passage à une économie de guerre, que ce soit ouvertement ou subtilement. **Raphaël Glucksmann** fait partie de ces gens là par exemple.

Que serait une économie de guerre aujourd'hui ? Une économie de guerre se traduirait par deux dimensions principales : d'un côté, l'État mènerait un ensemble de politiques de **coupes budgétaires** sans précédent dans la **santé**, l'**industrie**, les **services publics**, les **collectivités territoriales**, l'**éducation nationale** etc. pour trouver de quoi financer de nouvelles subventions et commandes aux industries de l'armement ; d'un autre, l'État mènerait un ensemble de politiques visant à renforcer l'**adhésion** de la population **aux politiques militaires** notamment en remettant une forme de service militaire, en finançant de grandes opérations de **propagandes nationalistes** et militaristes et en **réprimant** bien plus durement tout mouvement contestataire de ces politiques.

En d'autres mots, l'économie de guerre reviendrait à **sacrifier les droits** et les **besoins** de la société, **de la classe travailleuse**, au profit de la **bourgeoisie** française pour qui la guerre n'est pas synonyme de morts et de dévastation. Ce ne sont pas ceux dont les enfants échappent aux services militaires ou qui peuvent se réfugier dans les bunkers qui pâtissent le plus de la guerre. **Pour eux**, la guerre est une question de **profits** et d'**opportunités**.

### **4. Guerre et extrême-droite, les symptômes de la lutte des classes**

Aujourd'hui et de plus en plus, l'**Europe** comme la **France** se trouvent dans une **course à l'armement** et aux conflits armés. Les projets d'une "armée européenne", le réarmement de l'Allemagne, les dépenses toujours plus grandes dans l'armée en France (qui était exclue de "l'année blanche" demandée par François Bayrou) s'accompagnent aussi d'une **offensive idéologique généralisée**. Le rôle de l'extrême-droite aujourd'hui, en plus de rallier une partie du prolétariat aux **fractions radicalisées** de la bourgeoisie française pour éviter toute remise en cause du capitalisme, est de redonner un **discours favorisant la guerre**.



Ce discours est celui du **choc des civilisations** qui fantasme une **France blanche** et chrétienne (ou **pseudo-laïque** mais associée au christianisme). Celle-ci serait confrontée à une grande civilisation arabo-islamique représentée à l'étranger par les différents gouvernements des états issus de la **décolonisation** et en France par les différentes populations d'origine de ces états et toutes les différentes populations qui y sont **assimilées par le logiciel raciste**. Ce discours se concrétise en conséquence par une profonde islamophobie.

Décriée parce que perçue comme floue par certain·e·s camarades, **l'islamophobie** n'est pas une critique de la religion ou une manifestation de "communautarisme" mais bien une **forme de racisme**. Une **racialisation** de la religion musulmane, **essentialisant** ses fidèles mais assimilant également **toute personne racisée** ou même **juste contestataire** de l'ordre établi à un **"Islam" fantasmé** et vu comme étranger permanent. Cette vision du monde permet de justifier des mesures **extraordinaires** de même qu'une **militarisation croissante** de la société, deux dimensions qui accompagnent la **marche à la guerre**.

## **5. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**

En ce sens, on comprend que la Paix n'est pas simplement une question d'opposition romantique ou naïve à la lutte inévitable entre des nations faites pour s'affronter. Non. La guerre **profite** à **quelques-uns** qui la soutiennent mais elle est **opposée** aux intérêts de la **majorité**. Le capitalisme rend la **guerre inévitable** car la concurrence entre les différentes bourgeoisies nationales pour obtenir des marchés est la force qui entraîne les différents états à entrer en guerre. Cette **concurrence permanente** qui mène à la guerre sous toutes ses formes (économique comme militaire) et à la **mort de millions** pour le profit de quelques uns porte un nom (et bien que la définition du terme soit plus spécifique) : **l'impérialisme**.

C'est l'impérialisme qui constitue la forme actuelle du capitalisme et qui est responsable des deux **guerres mondiales**, de la guerre en Ukraine, des différents génocides du XXème et XXIème siècle etc. Lorsque l'on entend des politiciens en France qui défendent l'économie de guerre et une intervention toujours plus grande dans les guerres entre différents états, on peut vite comprendre dans quel camp - du **prolétariat** ou de la **bourgeoisie** - ces figures se trouvent. Cela vaut également pour les politiciens défendant des **politiques racistes** ou utilisant le racisme préexistant dans la population pour en faire une plateforme politique.



Aujourd'hui, le **capitalisme** sous domination des grandes puissances **impérialistes** menées par les **États-Unis** est entré dans une crise durable. Les bulles spéculatives se multiplient et la grande bourgeoisie ne tire des profits que d'une **intervention publique** toujours croissante qui fait pression à la baisse sur toutes les prestations sociales, l'industrie, les infrastructures etc. La **domination mondiale** des États-Unis est mise en danger par l'émergence de **puissances régionales** voire mondiales qui essaient de s'émanciper des institutions et règles économiques américaines.

C'est en particulier le cas de la **Chine** dont le poids économique et le déploiement à l'international **terrifie** la puissance américaine. Le groupe des **BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) tend à pousser pour des alternatives aux règles du jeu défendues par les États-Unis ce qui tend et radicalise encore plus la puissance américaine. Un **état socialiste** et indépendant - indépendamment de tous ses défauts - comme **Cuba** passe d'une **épine dans le pied** du géant états-unien à une menace existentielle. Cette **tension croissante** implique donc à la fois la nécessité d'une solidarité continue avec Cuba et l'intégralité du **mouvement communiste international** tout autant menacé par les états-uniens, mais également la nécessité de renforcer plus encore notre **ligne** internationaliste et **anti-impérialiste**.

Dans l'ensemble, que tirons-nous donc de cette réflexion sur la paix ? Que le racisme, la casse sociale et la marche à la guerre par l'impérialisme vont de pair et que ces trois choses ont au moins une chose en commun : une **origine** ou une **instrumentalisation** par la **bourgeoisie française et étrangère**.



# III. INCARNER LE PARTI DU TRAVAIL ET DE LA PAIX

## CONFRONTER LA BOURGEOISIE

### DÉFENDRE LE SOCIALISME

#### **1. Nommer notre classe, mener sa lutte**

Ce que l'on désigne par le "Travail" par **opposition** au **Capital** et la question de la "Paix" sont irrémédiablement liées. Il est impossible de défendre le "Travail", la classe travailleuse, si on ne lutte pas contre la **marche à la guerre** généralisée, la propagande de **choc des civilisations** et le racisme, de même qu'on ne lutte pas contre la guerre en imaginant une "paix" qui ne s'en prendrait pas à la **propriété des moyens de production** des capitalistes qui mènent les guerres et qui ne détruirait pas tout **impérialisme**.

Nommer **notre** propre **classe** et nommer la classe de l'**ennemi** sont des éléments fondamentaux. Nos interventions publiques et médiatiques doivent se faire en **tenant ce discours**. Sur le terrain, le Parti doit organiser au niveau national la constitution et l'extension des **cellules d'entreprises**. Cette étape est fondamentale dans la constitution d'un réel mouvement pour la **paix contre l'impérialisme**.

Être le Parti du Travail et de la Paix c'est être un parti qui **intègre** et est **composé** de la classe travailleuse. Qui s'implante dans cette **classe travailleuse**. Qui la défend et l'organise en toutes circonstances contre ses ennemis : le **Capital**, la **bourgeoisie** (française comme étrangère). Notre force à nous porte aussi un nom, le nom qui nous unit toutes et tous : la classe travailleuse. Être le Parti du Travail et de la Paix c'est être le Parti de la Lutte des Classes. C'est donc être le Parti de **toutes les luttes** sociales de cette Classe Travailleuse.

#### **2. Le matérialisme interdit tout réformisme**

Pour mener ces luttes à bien, il est nécessaire de **connaître son ennemi** et cela implique d'analyser au maximum les structures par lesquelles la bourgeoisie domine la société. C'est donc reconnaître que la bourgeoisie dispose de **son État**, de son **parlement**, de sa **police**, de son **administration** et de son **armée** et qu'à ce titre la seule prise du parlement ne suffira pas pour la **chasser du pouvoir**. Si demain nous disposions du parlement alors la police, l'armée, l'administration ou même la justice nous empêcheraient de mener toute réforme qui s'attaquerait réellement aux **fondements du pouvoir** de la bourgeoisie.



C'est en cela que notre lutte ne peut être **que révolutionnaire** et en cela que l'idée d'une révolution **par les urnes** est aussi **utopique** qu'inutile. De nombreuses forces politiques ont essayé et se sont heurtées au mur de l'État bourgeois : le **Chili** d'Allende, la **France** de Mitterrand, la **Grèce** de Syriza etc. On constate même que le seuil de tolérance de la bourgeoisie aux réformes tend à diminuer radicalement. Le **programme commun** de François Mitterrand était fortement plus modéré que celui porté par Allende. Il en allait de même du programme de Syriza par rapport au programme de Mitterrand. Le Capital ne survit plus aujourd'hui en France que par **l'exploitation impérialiste** et par les **subventions** publiques. Il ne tolèrera plus aucune réelle concession.

Nous avons donc l'expérience de l'histoire pour savoir que le réformisme ne marche pas et que seule une révolution nous apportera la victoire. Mais après ça ? De **quelle révolution** parle-t-on ?

### **3. L'impasse du « communisme déjà-là »**

Des camarades proposent de considérer que les **maigres** et **imparfaites** conquêtes sociales, façonnées en contexte capitaliste et sans cesse attaquées, seraient une forme de "**communisme déjà-là**" qu'il faudrait étendre jusqu'à la **dissolution** progressive de l'État bourgeois et de la bourgeoisie.

Cette logique prend le problème à l'envers en voulant saper le pouvoir de la bourgeoisie par la lutte économique **avant** de lui **retirer** le **pouvoir** d'État. En imaginant que la bourgeoisie resterait **passive** ou que la classe travailleuse serait capable de se contenter de **luttés économiques** pendant des décennies sans combattre pour le **pouvoir d'État**, c'est une approche **idéaliste**. Pour supprimer le pouvoir économique de la bourgeoisie, il faut pouvoir lui supprimer son **pouvoir politique**. Pouvoir politique qui est matérialisé dans son État, l'**État bourgeois** qui domine la société. Pouvoir politique qui doit ensuite être donné à notre classe, la classe travailleuse, qui se constitue alors en un État de **type nouveau** et non pas une version de l'État bourgeois repeinte en rouge.

Toute victoire obtenue sous le capitalisme n'est en réalité **jamais** une **victoire totale**. Tant que la bourgeoisie reste au pouvoir économique comme politique, les victoires que nous obtenons sont **influencées** et sous la **pression constante** des attaques bourgeoises. Aucune de nos victoires ne représente une forme de "communisme" ou ne s'en rapproche car c'est l'**intégralité** du **mode de production** qui obéit aux règles du capitalisme. Les coopératives, par exemple, bien qu'elles représentent une forme d'**autogestion** ouvrière à l'échelle d'une entreprise, sont soumises à la pression à la **rentabilité** et au **profit** et entraînent une **auto-exploitation** des salarié-e-s. L'absence de planification laisse libre court à la concurrence pour **détruire** toute expérience **démocratique**.



Quant à la **sécurité sociale**, dès le commencement celle-ci a été enlevée à l'auto-gestion totale de la CGT et est aujourd'hui bien dégradée et contrôlée par l'État bourgeois par rapport à son projet initial. Il est donc tout à fait **illusoire** d'imaginer que l'on puisse étendre des **îlots de "communisme"** ou de "socialisme" déjà-là qui rendraient inutiles la prise du pouvoir politique par une **révolution** et la constitution d'un **État démocratique** de la classe travailleuse.

#### **4. Quel rapport à la social-démocratie ?**

Une partie encore importante de la **classe travailleuse**, bien que ne votant plus pour les communistes, vote toujours à "**gauche**". La "gauche" représente concrètement la **social-démocratie** qui en France comprend trois grands partis : le Parti Socialiste, Les Écologistes et la France Insoumise.

Le **Parti Socialiste** est initialement le groupe **réformiste** refusant l'adhésion de la SFIO à l'**Internationale Communiste** de Lénine. Sous la Vème République, il a obtenu le pouvoir par **trois fois**. Le programme commun entre le PS et le PCF sous François **Mitterrand** a été rapidement abandonné par l'**incapacité** à affronter le capitalisme. Le gouvernement de la gauche plurielle sous Lionel **Jospin** organisa le plus grand nombre de **privatisations** de toute la Vème République. La présidence de François Hollande fut marquée par de très nombreuses **réformes libérales** de même que la mise en place d'un certain nombre d'outils de **répressions** très dangereux comme de **politiques racistes** : la déchéance de nationalité, la normalisation de l'État d'urgence, l'accentuation de la répression contre les écologistes, le ciblage des Rroms.

Si le Parti Socialiste peut mener des politiques **progressistes** au niveau **local**, surtout sous pression des élu-e-s communistes (mais idéalement surtout des masses organisées par les communistes) l'expérience dicte qu'il ne peut pas gouverner le pays sans être **directement** au service du **patronat**.

**Les Écologistes**, anciennement Europe Écologie Les Verts, est le grand parti de "**l'écologie politique**" mais qui encore aujourd'hui n'a pas de ligne claire sur ce qu'il souhaite accomplir. Divisé entre une aile **libérale** et une aile **social-démocrate**, le parti attire une base militante et électorale plutôt jeune, diplômée et urbaine, de professions **intellectuelles** ou **culturelles**, mais reste très éloignée des préoccupations de la classe travailleuse. C'est un parti qui ne comprend pas les **classes sociales** ou l'**incompatibilité** entre le **capitalisme** et l'**écologie**.



Les deux partis sont **sociaux-libéraux**, partisans d'une **intégration** européenne renforcée et soutenant les différentes **guerres impérialistes** auxquelles pourrait participer la France, en Ukraine en premier lieu. Sur les questions du Travail et de la Paix, nous sommes donc en **opposition frontale**. Nous ne défendons pas d'**intérêts communs**. Ils ont perdu le gros de leur soutien dans la classe travailleuse mais gardent une force dans les professions intellectuelles ou culturelles, dans l'éducation nationale ou chez une partie des **cadres** et **chefs d'entreprises**.

Vient ensuite la **France Insoumise**. Lancée comme un mouvement politique en 2017 par Jean-Luc Mélenchon et ses équipes du **Parti de Gauche**, elle se donne l'objectif d'incarner une **social-démocratie** qui refuse le tournant libéral des années 2000. Avec une structure très verticale et **personnalisée**, elle se dédie entièrement à l'objectif de la victoire à l'élection **présidentielle** même si les échecs successifs de 2017 et 2022 l'ont forcée à développer son **ancrage territorial**. Son **programme** est **similaire** au nôtre –mais plus droitier– dans la mesure où il est issu du programme du **Front de Gauche** de 2012, lui-même largement écrit par le Parti. Cependant, le rapport de la FI avec le PCF est très **conflictuel**. Le fait que le Parti continue de travailler avec le PS et ne se subordonne **pas systématiquement** à la FI ainsi que les différences **stratégiques** ont toujours entraîné des injures, de l'invective et des conflits.

Ces différences ont eu tendance à supplanter les **critiques politiques** qui peuvent être formulées à l'égard de la FI, et à prendre trop de place dans des moments où la France Insoumise est justement **ciblée** par les **fractions** les plus **réactionnaires** de la **bourgeoisie** pour des broutilles. En réalité, sur les questions de la paix et du travail, la France Insoumise est plus **proche de nous** que ne le sont le PS et LÉ. La France Insoumise a eu une **assez bonne attitude** dans sa récente défense du **peuple palestinien** face au génocide et à la colonisation israélienne. Elle mène aussi souvent la **bataille** dans la **rue** comme à l'**Assemblée** contre les projets de **libéralisation** et de mise en danger de la classe travailleuse.

**Cependant**, elle n'est pas exempte de tout reproche. Son **anti-impérialisme** ne s'étend pas par exemple au **Sahara Occidental** où plusieurs figures proéminentes de la FI dont Jean-Luc **Mélenchon** ou Rima **Hassan** ont soutenu directement ou indirectement la **colonisation marocaine**. Elle ne conçoit pas non plus la question de la **classe**, préférant la notion de "**peuple**" voire de "**peuple de gauche**", qui serait opposé aux "**élites**", notion floue et démobilisante. Sa structure interne laisse peu de place à l'**auto-organisation**, privilégiant les décisions des **cadres** par dessus la mobilisation de la base, ouvrant la porte à l'**opportunisme**. Bien que très active sur le front de la lutte contre l'**islamophobie**, la FI **manque** par contre de **formations** sur l'**antisémitisme** ce qui a laissé court à de nombreux **dérapages** très néfastes à la lutte antiraciste comme à son image. Enfin sa faiblesse d'organisation interne empêche toute auto-organisation de **classe** et donc une réelle capacité de **résistance** au **capitalisme** en cas de prise de pouvoir, condamnant la FI à **répéter** les scénarios de **Mitterrand**, **Tsipras** ou autres sociaux-démocrates "**radicaux**" une fois à la tête de l'État.



C'est pour toutes ces raisons qu'une alliance **subordonnée** à la France Insoumise est à **proscrire**. Cependant, ces problèmes ne doivent pas nous empêcher de **travailler** ponctuellement **avec** et de prouver par l'**exemple** et l'**organisation** que le Parti Communiste Français est la seule réelle **alternative** à la social-démocratie et à toute forme de capitalisme.

## **5. Le socialisme comme seule voie révolutionnaire vers le communisme**

Après avoir clarifié le rapport aux sociaux-démocrates et rejeté les **illusions réformistes**, il ne reste plus qu'une seule voie à défendre pour le Parti Communiste : il faut **prendre le pouvoir** de la bourgeoisie par la **classe** travailleuse **organisée** (dans le PCF et les organisations des masses). Cette prise du pouvoir ne peut être que **révolutionnaire** car aucune réforme ou aucune voie électorale ne permet seule de changer réellement la société. Une fois au pouvoir, notre classe doit **établir** de **nouvelles institutions** réellement démocratiques, sous contrôle des masses et par leur intervention permanente. Depuis ses institutions, le **nouveau pouvoir expropriera** les propriétés bourgeoises, **développera** les forces productives et **mettra** en pièces petit à petit le système capitaliste. À terme, avec le soutien du nouveau pouvoir aux autres **révolutions** de partout dans le monde, nous avancerons vers le **communisme**. Cette longue phase de transformation de la société porte un nom : le **socialisme**.

Le fait que le parti ait **abandonné** il y a de cela plusieurs décennies la notion de socialisme constitue une **anomalie** dans le mouvement communiste mondial. Le nombre de partis communistes qui ne défendent plus le socialisme doit pouvoir se compter sur les **doigts d'une main**. La réintroduction de ce terme fondamental au projet communiste est donc une **nécessité**.

Certain-e-s camarades rejettent le socialisme au motif que cela renverrait trop aux expériences du bloc de l'est, à l'**Union Soviétique** ou au stalinisme et que cela ne renverrait pas une bonne image du communisme. Nous n'entrerons pas dans un débat sur leur **bilan** mais nous pouvons mentionner l'apport du philosophe marxiste italien **Domenico Losurdo** : rejeter les expériences du « **socialisme réel** » et chercher systématiquement à s'en éloigner au motif de leurs « **crimes** » supposés est une forme d'**autophobie**. Un rejet de ce que sont et ont été les communistes. Le matérialisme oblige d'**assumer** et **analyser** pleinement tous les événements passés, dans leurs erreurs comme dans leurs innombrables réalisations.

Concrètement, le socialisme est le **seul système** politique qui ai jusque là montré son efficacité dans l'**écrasement du capitalisme**. Les formes d'états socialistes mis en place au XXème siècle correspondaient à une période et des conditions économiques et sociales propres, le **socialisme du XXIème siècle** sera ainsi différent.



Notre mission aujourd'hui est donc la concrétisation d'un **projet socialiste** du XXIème siècle, qui ne renie pas les **expériences socialistes passées et présentes** mais qui apprend d'elles, s'en **inspire** pour proposer une pratique encore meilleure. Les **conditions** économiques et politiques françaises, d'un pays **impérialiste et capitaliste développé** avec une longue tradition politique **libérale**, donnera nécessairement lieu à un **socialisme différent** de celui de la Russie quasi-féodale sans classe ouvrière du début du XXème siècle.

Ceci étant dit, reconnaître que le socialisme que nous développerons en France sera **unique** et non **pas** simplement **le calque** d'expériences passées ne doit **pas** être une **excuse** pour défendre des politiques **révisionnistes** ou **pro-capitalistes**. Au contraire, la France étant un pays industrialisé et développé, les tâches de la **révolution bourgeoise** sont déjà réalisées depuis longtemps. Le socialisme comme constitution d'un **État nouveau** et **élimination de la bourgeoisie** comme classe sont autant une **priorité** que le développement des forces productives par la planification de l'économie.

En l'état, le **programme** du PCF **préfigure** déjà une base d'un **socialisme** à la française : plan climat 2050 ; nationalisation des industries stratégiques, de banques et compagnies d'assurances ; pouvoir renforcé aux salarié-e-s ; conférences permanentes pour l'emploi ; nouvelle constitution etc. Des idées qui sont un **socle** pour aller **plus loin** et concrétiser toutes les intuitions du parti et son travail de terrain en un unique projet socialiste.

Les grandes lignes de ce projet seront à **établir collectivement**, toujours en tenant compte que pour faire face aux coups de la bourgeoisie et de l'impérialisme, la flexibilité sera nécessaire. Cependant, nous pouvons déjà établir ici une série de suggestions : nationalisation sous contrôle **travailleur** des industries stratégiques, de toutes les banques, assurances, mais aussi infrastructures et ressources naturelles ; **interdiction** des **licenciements** et soutien aux **collectivisations** volontaires des entreprises par les salarié-e-s ; **refonte** totale des institutions, **abolition** de la Vème République et mise en place d'une **République Socialiste** où le PCF joue un rôle d'avant-garde mais où les **masses** contrôlent l'État autant qu'elles **s'arment** et **s'organisent** pour défendre la **révolution** ; application réelle de l'égalité salariale, dé-genrage du système éducatif et nationalisation de l'**enseignement privé**, révolution culturelle **anti-patriarcale** ; démanteler les **empires médiatiques** et placer les médias sous contrôle des salarié-e-s ; campagne contre les **idées réactionnaires**, religieuses comme laïques et interdiction des partis réactionnaires ; mise en place d'une réelle politique internationaliste et **démantèlement** des colonies et néo-colonies françaises ; et tant d'autres choses...

Il ne s'agit là que d'une série d'idées, peu structurées, mais qui vont dans la direction d'un **programme authentiquement révolutionnaire** pour le PCF, tout en s'appuyant sur les travaux et réalisations récentes du parti.



## **Conclusion : des pratiques renouvelées pour un parti du travail et de la paix**

Pour conclure cette déjà trop longue contribution et finir sur une note bien plus **pratique**, comment faire pour que, concrètement, cette ligne du **Travail** et de la **Paix**, la ligne du **Socialisme**, se traduise en acte. Nous pouvons nous inspirer du meilleure des pratiques historiques du parti, de celles qui aujourd'hui contribuent à la vitalité de certaines sections et fédérations, et des pratiques de partis-frères en Europe.

Sur nos organisations de base :

- Le Parti doit **renouer** avec les **cellules** de manière bien plus proactive, avec un soutien national et un suivi fédéral du développement des cellules de quartier, d'entreprises ou inter-entreprises.

- Les sections comme les fédérations doivent renforcer leurs secteurs de **formation** et former le maximum de camarades tout comme réfléchir à la reconstitution d'**écoles populaires**.

Sur la démocratie interne :

- Le Parti doit rétablir la **discipline** des élu·e·s et représentant·e·s du PCF. Les élu·e·s ne doivent pas pouvoir **s'opposer** à des décisions du Parti sans conséquence. Il faut une capacité de **sanctionner** les cadres et élu·e·s qui transgresseraient aux statuts, au texte du congrès ou qui tiendraient des comportements **fractionnistes**.

- Il faut améliorer les temps de **discussion** du Parti. Les Conseils Nationaux sont trop courts et trop peu préparés et sont plus des instances de validation des travaux du CEN plus que des vrais moments de décisions. Le prochain Congrès devra aussi être mieux **anticipé**, avec un calendrier plus étendu laissant le temps aux camarades de travailler et de discuter.

Sur la composition du Parti :

- Le PCF doit **promouvoir** aux postes à responsabilité les camarades qui **travaillent**, sont salarié·e·s, en particulier qui sont **employé·e·s** et **ouvrier·e·s**. Les camarades les plus jeunes doivent aussi être amenés à entrer en responsabilité pour **renouveler** les **cadres** du parti. La même logique doit s'appliquer pour la féminisation du parti.

- Il faut garantir une **majorité** de **salarié·e·s** au sein du Conseil National, en particulier d'employé·e·s et ouvrier·e·s, ainsi qu'au porte-parolat du Parti et dans les conseils fédéraux. Le CN doit être paritaire et faire respecter une égalité du temps de paroles entre camarades.

